

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 1816

[C — 2003/27304]

3 AVRIL 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles et intégrales relatives aux installations de nettoyage à sec de vêtements, linge et autres textiles

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, §§ 2 et 3, 7 et 8;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis n° 34.296/4 du Conseil d'Etat donné le 4 février 2003 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Champ d'application et définitions

Article 1^{er}. Les présentes conditions s'appliquent aux ateliers de nettoyage à sec de textiles au moyen de solvants visés par les rubriques 93.01.02.01, 93.01.02.02, 93.01.02.03 et COV-11 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 2. Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par :

1° organisme agréé : un organisme agréé pour le contrôle des appareils à vapeur ou des récipients à gaz comprimés, liquéfiés ou maintenus dissous;

2° administration : la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement;

3° expert compétent : une personne ou un service technique, attaché ou non à l'établissement, dont la compétence, en ce qui concerne la mission qui lui est confiée, est généralement reconnue;

4° installation de nettoyage à sec : atelier de dégraissage et de nettoyage des textiles à l'aide de machines utilisant des solvants;

5° établissement existant : tout établissement dûment autorisé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ou dont l'exploitation est couverte par un permis délivré à la suite d'une demande introduite avant l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ainsi que tout établissement pour lequel une demande de permis a été introduite entre l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et l'entrée en vigueur du présent arrêté;

6° machine de nettoyage à sec fonctionnant en circuit fermé ou machine : machine de nettoyage à sec intégrant de façon inamovible tous les systèmes de récupération de solvant nécessaires pour éviter automatiquement et sans aucune régénération, toute liaison entre l'ambiance de l'atelier et l'enceinte de la machine, y compris les canalisations, et toute évacuation de résidus pendant toutes les phases du nettoyage. Ces machines doivent être conformes à la norme internationale ISO 8232 « Machines de nettoyage à sec fonctionnant en circuit fermé – Définitions et contrôle des caractéristiques d'une machine »;

7° caisson de sécurité : caisson en matériaux ininflammables destiné au stockage des liquides inflammables et combustibles et conçu de manière à assurer la stabilité des récipients.

La cuvette de rétention d'un caisson de sécurité a une contenance minimale supérieure ou égale à celle du plus grand récipient qu'il contient et au moins égale au quart de la contenance de tous les récipients qu'il contient.

CHAPITRE II. — Implantation et construction**Section 1^{re}. — Bâtiment**

Art. 3. Lorsqu'une installation de nettoyage à sec jouxte des pièces d'habitation ou des locaux où sont stockés ou vendus des aliments destinés à la consommation humaine les pièces sont complètement confinées pour prévenir toute diffusion de solvants à travers les murs et les plafonds vers les pièces voisines.

Section 2. — Machines, tuyauteries et accessoires

Art. 4. Les tuyauteries, pompes, vannes et autres accessoires sont conçus et réalisés en fonction des caractéristiques des liquides véhiculés; entre autres, ils présentent une résistance mécanique et chimique suffisante.

Art. 5. Si des tuyauteries doivent traverser la paroi d'un encuvement – notamment ceux dont il est question aux articles 8, 16, et cette traversée est réalisée de manière à préserver l'étanchéité de ce dernier.

Art. 6. Un clapet ou vanne anti-retour est installé sur l'alimentation en eau des appareils de manière à empêcher la contamination accidentelle du réseau en cas de fuite interne des équipements de refroidissement.

Art. 7. Les canalisations susceptibles de contenir des solvants sont visibles sur tout leur parcours pour permettre l'examen visuel.

Si cette condition ne peut être remplie – à l'exception des traversées de murs, cloisons ou parois – des mesures particulières sont prises pour en assurer l'étanchéité (canalisations à double paroi, placement dans un caniveau ou tout système équivalent).

Art. 8. Les mesures nécessaires sont prises pour éviter la pénétration dans le sol des liquides s'échappant accidentellement des appareils. Dans ce but :

1° les machines sont placées dans un encuvement étanche aux liquides qu'ils sont susceptibles de contenir ou munies d'une cuve de rétention permettant de recueillir ces liquides;

2° les parois de l'encuvement présentent une résistance mécanique et une inertie chimique suffisantes vis-à-vis des liquides susmentionnés;

3° la capacité de l'encuvement est au moins égale à la capacité des appareils qui y sont situés;

4° les orifices de remplissage, pompes, vannes,... sont – autant que possible – placés dans ou au-dessus d'un encuvement étanche ou d'un dispositif de recueil des liquides;

5° les machines sont équipées d'un double séparateur à eau.

CHAPITRE III. — *Exploitation*

Section 1^{ère}. — Dispositions générales

Art. 9. Une machine de nettoyage à sec ne peut être mise directement à la disposition du public.

Art. 10. Seule l'utilisation des machines dites à circuit fermé est autorisée.

Art. 11. Les canalisations fixes sont pourvues d'indications bien visibles, relatives au liquide auquel elles sont destinées.

Art. 12. Les opérations de distillation pour la récupération des solvants sont conduites de façon à éviter tout dégagement de vapeur à l'air libre.

Art. 13. Les locaux, ainsi que les appareils de nettoyage et de dégraissage, sont tenus en parfait état d'entretien et de propreté.

Art. 14. Une notice comportant les instructions nécessaires pour l'emploi des solvants ainsi que les précautions d'usage est affichée à proximité des appareils.

Art. 15. Les accidents ou incidents qui ont compromis ou qui sont de nature à compromettre la sécurité ou la salubrité publique ainsi que la sûreté des propriétés voisines sont immédiatement portés à la connaissance du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Section 2. — Stockage des solvants

Art. 16. § 1^{er}. Lorsque les solvants de l'installation de nettoyage à sec alimentent une nourrice, le système assurant le transport du solvant vers cette nourrice est parfaitement étanche.

§ 2. La cuve est étanche aux solvants et résistante à la corrosion. Elle est placée dans un bac de rétention ou un encuvement étanche aux solvants d'un volume au moins équivalent à celui de la cuve. Le bac couvre également la zone de remplissage de la cuve.

§ 3. Toutes les précautions sont prises afin qu'aucun débordement ne se produise au moment du remplissage de la cuve. Le remplissage s'effectue au moyen d'une tuyauterie munie d'une vanne étanche. La cuve est immédiatement fermée après remplissage.

§ 4. Si la cuve se trouve dans un local séparé de l'installation de nettoyage à sec, celui-ci est parfaitement ventilé par le bas.

Art. 17. Lorsque l'installation de nettoyage à sec comprend un dépôt de solvants en bidons, ceux-ci sont rangés dans un bac de rétention étanche aux solvants, d'un volume au moins équivalent au volume total de solvants stockés, ou dans un caisson de sécurité.

Les solvants sont conservés dans un local séparé parfaitement ventilé par le bas, à l'abri des chocs et de la chaleur, dans des récipients fermés et étanches.

CHAPITRE IV. — *Prévention des accidents et incendies*

Art. 18. Avant la mise en œuvre du projet et avant chaque modification des lieux ou des circonstances d'exploitation susceptibles de modifier les risques d'incendie ou de sa propagation, l'exploitant consulte, par l'intermédiaire du Bourgmestre, le service d'incendie territorialement compétent sur les mesures à prendre et les équipements à mettre en œuvre en matière de prévention et de lutte contre les incendies et explosions, dans le respect de la protection du public et de l'environnement.

Ces mesures et équipements couvrent notamment les domaines suivants :

1° construction, compartimentage et agencement des locaux et bâtiments, y compris les chaufferies, installations de chauffage, ventilation et conditionnement d'air;

2° moyens d'évacuation des personnes présentes dans l'établissement et organisation à mettre en place pour garantir la sécurité des personnes en cas d'incendie, en ce compris les moyens et l'organisation de l'évacuation des personnes à mobilité réduite;

3° accès des services de secours aux différents secteurs, bâtiments et locaux de l'établissement;

4° implantation des parties de l'établissement présentant des risques importants d'incendie ou d'explosion, notamment les dépôts de matières combustibles et de solvants;

5° définition, choix, implantation et maintien en bon état des moyens de prévention, détection, alerte, alarme et lutte contre les incendies et explosions;

6° formation du personnel à la lutte contre les incendies;

7° définition de la conduite à tenir en cas d'incendie, notamment en ce qui concerne les visiteurs et le public présent.

Art. 19. L'exploitant prend les précautions indispensables, indiquées par les circonstances pour :

- 1° prévenir les incendies et explosions;
- 2° combattre rapidement et efficacement tout début d'incendie qui présente un risque pour le public ou l'environnement;
- 3° en cas d'incendie :
 - a) donner l'alerte et l'alarme;
 - b) assurer la sécurité du public présent dans l'établissement et, si nécessaire, pourvoir à son évacuation rapide et sans danger, en ce compris l'évacuation des personnes à mobilité réduite;
 - c) avvertir immédiatement le service communal ou régional d'incendie et le fonctionnaire technique chargé de la surveillance.

Art. 20. Le matériel dont il est question à l'article est prêt à l'emploi, judicieusement disposé, bien signalé et facile à atteindre. Il est efficacement protégé contre le gel.

Art. 21. L'interdiction du feu nu et l'interdiction de fumer sont signalées au moyen des pictogrammes réglementaires dans tous les lieux de l'établissement où le danger d'incendie est présent.

Art. 22. L'exploitant veille à la permanence de la qualité des produits d'extinction d'incendie en les renouvelant avant leur date de péremption.

Art. 23. En raison du danger de décomposition des solvants, il est interdit, en tous lieux où des vapeurs de solvants peuvent être présentes, entre autres près des appareils :

- 1° de fumer;
- 2° d'utiliser un foyer ou une surface chauffée de manière telle que la température y dépasse le seuil de décomposition des vapeurs;
- 3° de procéder à des opérations où ce seuil est dépassé (telle que le soudage,...).

Art. 24. Les appareils équipés de chauffage sont pourvus de dispositifs empêchant toute surchauffe pouvant entraîner la décomposition des solvants ou le débordement du produit contenu.

CHAPITRE V. — Eau

Section 1^{re}. — Généralités

Art. 25. Les dispositions de l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales ne s'appliquent pas au présent chapitre.

Section 2. — Conditions de déversement des eaux usées industrielles en eau de surface ordinaire et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales

Art. 26. Les conditions de déversement des eaux usées industrielles sont les suivantes :

Teneur en polluant Grandeur physique	Règle	Remarques
pH	< 9 et > 6,5	.
DBO ₅ à 20 °C (3)	< 50 mg/l (2) < 30 mg/l (1) et en dessous	
MeS (matières en suspension)	< 60 mg/l (3)	
MS (matières sédimentables)	< 0,5 ml/l (3)	Au cours d'une sédimentation statique de deux heures
Hydrocarbures non polaires extractibles au CCl ₄	< 5 mg/l (3)	Le CCl ₄ peut être remplacé par un autre solvant perhalogéné compatible avec la méthode d'analyse IR (InfraRouge)
Solvants organochlorés	< 0,1 mg/l	
Détergents totaux	< 3 mg/l	
Température	30 °C	
(1) Pour des volumes journaliers déversés supérieurs à 18 m ³ /j		
(2) Pour des volumes journaliers déversés inférieurs à 18 m ³ /j		
(3) Si les eaux déversées proviennent de l'utilisation d'une eau de surface ordinaire et/ou d'une eau souterraine les teneurs sont à ajouter aux teneurs de l'eau prélevée		

En outre :

1° les eaux à déverser qui contiennent des organismes pathogènes dans des proportions telles qu'ils risquent de contaminer dangereusement l'eau réceptrice, doivent être désinfectées;

2° les eaux déversées des établissements ne peuvent, sauf condition particulière ou complémentaire l'autorisant, contenir les substances visées par la directive 76/464/CEE du Conseil, du 4 mai 1976, concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté, ainsi que toute autre substance en concentration pouvant être directement ou indirectement nuisible à la santé de l'homme, à la flore ou à la faune. Les exploitants sont tenus, le cas échéant, de fournir lors de leur demande de permis d'environnement, des données complètes à cet égard.

Section 3. — Conditions de déversement à l'égout public et dans les collecteurs d'eaux usées

Art. 27. Les conditions de déversement des eaux usées industrielles sont les suivantes :

Teneur en polluant Grandeur physique	Règle	Remarques
pH	< 9,5 et > 6	
MeS (matières en suspension)	< 1000 mg/l	
Dimension MeS	< 1 cm	Ces MeS ne peuvent, de part leur structure, nuire au fonctionnement des stations de relevage et d'épuration
Solvants organochlorés	< 0,1 mg/l	
Matières extractibles à l'éther de pétrole	< 500 mg/l	

En outre :

1° les eaux déversées ne peuvent contenir des gaz inflammables ou explosifs ou des produits susceptibles de provoquer le dégagement de tels gaz;

2° les eaux déversées ne peuvent contenir des substances susceptibles de provoquer :

- a) un danger pour le personnel d'entretien des égouts et des installations d'épuration;
- b) une détérioration ou obstruction des canalisations;
- c) une entrave au bon fonctionnement des installations de refoulement et d'épuration;
- d) une pollution grave de l'eau de surface réceptrice dans laquelle sont déversées les eaux usées après épuration ou après traitement approprié.

Art. 28. Le déversement d'eaux usées de refroidissement des établissements visés aux rubriques 93.01.02.02 et 93.01.02.03 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées est interdit excepté accord de l'autorité compétente et l'adoption d'une convention entre l'exploitant et l'autorité territorialement compétente qui gère la collecte et le traitement des eaux urbaines résiduaires.

Art. 29. Les conditions de déversement des eaux domestiques sont les suivantes :

1° les eaux déversées ne peuvent contenir ni fibres textiles, ni emballages en matière plastique, ni déchets ménagers solides organiques ou non;

2° les eaux déversées ne peuvent contenir :

- a) des huiles minérales, des produits inflammables et des solvants volatils;
- b) d'autres matières extractibles à l'éther de pétrole à une teneur supérieure à 0,5 g/l;
- c) d'autres substances susceptibles de rendre les eaux d'égout toxiques ou dangereuses.

Art. 30. Le déversement d'eaux usées contenant des solvants, y compris les eaux de contact, est interdit dans les égouts, les puits perdus, les eaux de surface ou les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales.

Art. 31. La pièce où se trouvent les machines peut être équipée d'un égout ou d'un avaloir à condition d'être muni d'un couvercle étanche.

Art. 32. Toutes les eaux susceptibles d'être contaminées par les solvants, en particulier les eaux provenant des séparateurs, sont récoltées et évacuées par un collecteur agréé. Si d'autres types d'eaux faiblement contaminées par des solvants (eaux de nettoyage des locaux,) existent dans l'entreprise, elle pourront être rejetées pour autant que la teneur en solvant chloré ne dépasse pas 0,1 mg/l par substance.

Section 4. — Stockage de solvants

Art. 33. Toute liaison directe des encuvements – dont question aux articles avec un égout public, un cours d'eau ou un dispositif quelconque de récolte des eaux de surface est interdite.

Section 5. — Volume de référence

Art. 34. Les conditions de déversement relatives aux déversements d'eaux usées domestiques sont fixées en fonction du volume spécifique de référence de 0,18 m³ par EH (équivalent-habitant).

CHAPITRE VI. — Air*Section 1^{re}. — Dispositions générales*

Art. 35. Les machines utilisant des solvants sont hermétiquement fermées.

Art. 36. Les locaux accessibles au public sont convenablement ventilés de manière à ce que la concentration ambiante en substances nocives ne présente pas de risque pour la santé.

Art. 37. Il est interdit d'ouvrir la porte de chargement d'une machine avant la fin du cycle de séchage-désodorisation sauf en cas d'extrême urgence justifiée par l'imminence d'un accident ou la survenance d'une panne.

La porte de chargement ainsi que les autres ouvertures d'accès au circuit de l'air des machines sont équipées d'un système protégé de verrouillage automatique empêchant, sauf cas d'extrême urgence, toute ouverture manuelle avant la fin du cycle de séchage-désodorisation.

Art. 38. Le tambour de la machine est équipé d'un système d'aspiration qui s'enclenche à l'ouverture de la porte.

L'air rejeté à l'extérieur de la machine doit passer préalablement par un système permettant d'en éliminer les traces de solvant.

Section 2. — Normes

Art. 39. La somme des concentrations massiques des solvants utilisés ne peut dépasser 2 g/Nm³ à la fin du cycle de séchage-désodorisation dans l'air du tambour de la machine, soit 300 ppm pour le perchloréthylène.

Art. 40. La concentration en solvants chlorés dans le magasin ne dépasse jamais 50 ppm.

*CHAPITRE VII. — Gestion des déchets**Section 1^{re}. — Dispositions générales*

Art. 41. Les eaux susceptibles d'être contaminées par les solvants, en particulier les eaux provenant des séparateurs, sont récoltées dans des cuves fermées et enlevées par un collecteur agréé.

Art. 42. La destruction par combustion de chiffons, huiles, emballages ou de matières quelconques est interdite dans l'installation.

Art. 43. Les déchets combustibles et les chiffons de nettoyage sont entreposés de façon sûre et régulièrement évacués hors de l'établissement. Au besoin et afin d'éviter toute incommodité due à d'éventuelles émanations, les déchets sont placés dans des récipients hermétiques.

Les déchets toxiques ou dangereux tels que résidus de filtration, de distillation, etc., destinés à être évacués hors de l'exploitation sont entreposés sur une aire réservée à cet effet et présentant les mêmes caractéristiques que le dépôt de solvants.

En particulier, les déchets liquides sont entreposés dans un encuvement étanche sans orifice quelconque.

Art. 44. Les solvants halogénés, les mélanges de solvants halogénés ou de solvants ou liquides organiques exempts de solvants halogénés, les boues ou déchets solides contenant des solvants, les cartouches et poudres de filtration utilisées sont stockés dans des fûts hermétiques d'une capacité maximale de 200 litres.

Les fûts sont rangés dans un bac de rétention étanche aux solvants d'un volume au moins équivalent au volume total des déchets stockés.

Ils sont entreposés dans un local séparé et parfaitement ventilé, à l'abri des chocs et de la chaleur.

Section 2. — Ecoulements accidentels

Art. 45. En cas d'écoulement accidentel sur un sol étanche, les liquides répandus ne peuvent en aucun cas être déversés dans un égout public, un cours d'eau ou un dispositif quelconque de récolte des eaux de surface.

Art. 46. En cas d'écoulement accidentel sur un sol non étanche, l'exploitant avertit immédiatement le Bourgmestre et le fonctionnaire chargé de la surveillance; il prend des mesures pour procéder immédiatement à l'enlèvement et faire procéder à la décontamination des terres ainsi polluées.

Lorsque ces terres ne peuvent pas être évacuées immédiatement, l'exploitant procède à leur entreposage dans des conditions qui permettent d'éviter tout écoulement et toute évaporation des substances polluantes. Ce stockage se fait à l'abri des intempéries.

*CHAPITRE VIII. — Contrôle et auto-surveillance**Section 1^{re}. — Prévention des accidents et incendies*

Art. 47. En vue de répondre aux prescriptions de l'article , l'appareil de distillation, en particulier, est équipé d'au moins un détecteur de température et d'un détecteur de niveau et est muni d'un dispositif de sécurité approprié permettant de stopper la distillation en cas d'emballement.

Art. 48. L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance la copie du rapport du service d'incendie territorialement compétent et se conforme aux prescriptions qui y sont énoncées.

Section 2. — Air

Art. 49. La consommation de solvants est calculée régulièrement et consignée dans le registre visé à l'article .

La consommation de solvants est la quantité de solvants organiques utilisée dans l'atelier de nettoyage à sec par année de calendrier moins les COV récupérés en vue de leur réutilisation.

Art. 50. Toute installation de nettoyage à sec est équipée d'un détecteur de gaz mobile destiné à détecter les fuites de solvants.

Art. 51. La mesure dans l'air du tambour de la concentration massique maximale des solvants utilisés s'effectue porte de chargement fermée, tambour en mouvement, ventilation en fonctionnement, température de l'objet à nettoyer supérieure à 35 °C et vitesse d'écoulement de l'air comprise entre 2 et 5 m³/h.

Art. 52. Les dates et résultats des contrôles ainsi que les noms et adresses des organismes agréés ou des experts compétents les ayant effectués, les modifications importantes à l'installation de nettoyage à sec figurent dans un registre tenu en permanence à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Les certificats et procès-verbaux des contrôles ainsi que les procès-verbaux des visites effectuées par le service d'incendie territorialement compétent y sont annexés.

Section 3. — Registres des solvants

Art. 53. L'exploitant tient deux registres dans lesquels sont mentionnés en permanence, avec la date :

1° le calcul régulier de la consommation de solvants (modèle en annexe 1);

2° l'entretien des machines et le remplacement des pièces défectueuses (modèle en annexe 2).

Un double des factures est joint aux registres.

Les registres sont tenus à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

CHAPITRE IX. — *Dispositions transitoire et finale*

Art. 54. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les articles 3 à 8 sont applicables aux établissements existants le 1^{er} janvier 2007 au plus tard.

Par dérogation à l'alinéa premier, l'autorité compétente peut soumettre l'établissement existant visé aux rubriques 93.01.02.02 et 93.01.02.03 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées à des conditions moins sévères que les présentes conditions dans le cadre de conditions particulières pour autant que ces conditions permettent d'atteindre l'objectif de l'article 2 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Par dérogation à l'alinéa premier, l'autorité compétente peut soumettre l'établissement existant visé à la rubrique 93.01.02.01 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées à des conditions moins sévères que les présentes conditions dans le cadre de conditions complémentaires pour autant que ces conditions permettent d'atteindre l'objectif de l'article 2 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Art. 55. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 avril 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Annexe 1

Registre : Calcul du total des émissions

Nom de l'entreprise :

Mois et année :

Type de solvant :

Mois	Quantité de textile nettoyé (en kg)	Mois	Quantité de textile nettoyé (en kg)
1		17	
2		18	
3		19	
4		20	
5		21	
6		22	
7		23	
8		24	
9		25	
10		26	
11		27	
12		28	
13		29	
14		30	
15		31	
16		Total (P)	

Stock initial de solvant (Si) en kg :

Stock final de solvant (Sf) en kg :

Solvant dans les déchets (Sd) en g ($23 \text{ g} \times \text{P}$) :

Livraison de solvant (L) en kg :

Consommation : (St) = L + Si - Sf -

Total des émissions = St/P

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2003 déterminant les conditions sectorielles et intégrales relatives aux installations de nettoyage à sec de vêtements, linge et autres textiles.

Namur, le 3 avril 2003.

Le Ministre Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Annexe 2

Registre : Entretien des machines

Nom de l'entreprise : Mois et Année :

Date	Machine Type / N°	Cause de l'intervention panne / accident / entretien	Nature des prestations : révision, entretien, pièces	Remarque(s)	Nom de la firme	Signature du technicien

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2003 déterminant les conditions sectorielles et intégrales relatives aux installations de nettoyage à sec de vêtements, linge et autres textiles.

Namur, le 3 avril 2003.

Le Ministre Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 1816

[C — 2003/27304]

3. APRIL 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der gesamten sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der Anlagen zur Trockenreinigung von Bekleidung, Wäsche und sonstigen Textilien

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, §§ 2 und 3, 7 und 8;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung bezüglich des Antrags auf ein Gutachten des Staatsrats innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 4. Februar 2003 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 34.296/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

Beschließt:

KAPITEL I — Anwendungsbereich und Definitionen

Artikel 1 - Die vorliegenden Bedingungen sind auf die in den Rubriken Nr. 93.01.02.01, 93.01.02.02, 93.01.02.03 und COV-11 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnten Betriebsräume zur Trockenreinigung von Textilien unter Benutzung von Lösungsmitteln anwendbar.

Art. 2 - Zur Anwendung der vorliegenden Vorschriften gelten folgende Definitionen:

1° zugelassene Einrichtung: eine für die Kontrolle der Dampfapparate oder Behälter von Druck-, Flüssig- und gelöstem Gas zugelassene Einrichtung;

2° Verwaltung: die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt;

3° zuständiger Sachverständiger: eine Person oder ein technischer Dienst, ob im Betrieb beschäftigt oder nicht, deren(dessen) Fachkundigkeit in Bezug auf die ihr anvertraute Aufgabe allgemein anerkannt ist;

4° Trockenreinigungsanlage: Betriebsraum zur Entfettung und Reinigung der Textilien mittels Maschinen, die Lösungsmittel verwenden;

5° bestehender Betrieb: jeglicher Betrieb, der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ordnungsgemäß zugelassen wurde, oder dessen Bewirtschaftung durch eine infolge eines vor dem Inkrafttreten des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung eingereichten Antrags ausgestellte Genehmigung gedeckt ist, sowie jeglicher Betrieb, für den zwischen dem Inkrafttreten des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ein Genehmigungsantrag eingereicht wurde;

6° in geschlossenem Kreislauf arbeitende Trockenreinigungsmaschine oder Maschine: Trockenreinigungsmaschine, die alle - nicht abnehmbaren - erforderlichen Systeme zur Rückgewinnung der Lösungsmittel so mit einschließt, dass jede Verbindung zwischen der Umgebungsluft des Betriebsraums und der Maschinenumhausung, einschließlich der Leitungen, und jede Ausstoßung von Rückständen während allen Reinigungsphasen automatisch und ohne jegliche Regenerierung verhindert wird. Diese Maschinen müssen der internationalen Norm ISO 8232 "Trockenreinigungsmaschinen in geschlossenem Kreislauf - Definitionen und Kontrolle der Eigenschaften einer Maschine" entsprechen;

7° Sicherheitskammer: Kammer aus unentzündbarem Material, die zur Lagerung der entzündbaren und brennbaren Flüssigkeiten bestimmt und derart konzipiert ist, dass die Stabilität der Behälter gewährleistet ist.

Das Retentionsbecken einer Sicherheitskammer hat ein minimales Fassungsvermögen, das mindestens demjenigen des größten Behälters, den es aufnimmt, und mindestens dem Viertel des Fassungsvermögens aller Behälter, die es aufnimmt, entspricht.

KAPITEL II - Standort und Bau**Abschnitt 1 - Gebäude**

Art. 3 - Wenn eine Trockenreinigungsanlage an Wohnräume oder an Räume angrenzt, in denen zum menschlichen Verzehr bestimmte Nahrungsmittel gelagert oder verkauft werden, müssen die Räume völlig hermetisch umschlossen sein, um jegliche Verbreitung von Lösungsmitteln durch die Wände und Decken in die benachbarten Räume zu verhindern.

Abschnitt 2 - Maschinen, Rohrleitungen und Zubehör

Art. 4 - Die Rohrleitungen, Pumpen, Ventile und anderes Zubehör sind unter Berücksichtigung der Eigenschaften der transportierten Flüssigkeiten konzipiert und gefertigt worden; unter anderem weisen sie eine ausreichende mechanische und chemische Widerstandsfähigkeit vor.

Art. 5 - Wenn die Rohrleitungen durch die Wand eines Beckens durchgeführt werden müssen, insbesondere die in den Artikeln 8, 16, 17 und 44 erwähnten Becken, wird diese Durchführung derart bewerkstelligt, dass die Abdichtung des Beckens erhalten bleibt.

Art. 6 - Eine Verschlussklappe oder ein Rückschlagventil ist an der Wasserversorgungsvorrichtung der Geräte installiert, so dass eine unfallbedingte Kontaminierung des Netzes im Falle einer inneren Undichtheit der Kühlausrüstung verhindert wird.

Art. 7 - Die Leitungen, die Lösungsmittel beinhalten können, sind auf ihrem gesamten Durchlauf sichtbar, um eine visuelle Untersuchung zu ermöglichen.

Wenn diese Bedingung nicht erfüllt werden kann - mit Ausnahme der Mauer-, Trennwand- oder Wanddurchbrüche - werden Sondermaßnahmen getroffen, um die Dichtigkeit zu gewährleisten (doppelwandige Leitungen, Legen der Leitungen in eine Abflusssrinne oder jegliches gleichwertige System).

Art. 8 - Es werden die notwendigen Maßnahmen getroffen, um das Eindringen in den Boden von Flüssigkeiten zu verhindern, die unfallbedingt aus den Geräten entweichen könnten. Zu diesem Zweck:

1° werden die Maschinen in einem Becken installiert, das gegen die Flüssigkeiten, die es enthalten könnte, abgedichtet ist oder mit einem Retentionsbecken zum Auffangen dieser Flüssigkeiten versehen ist;

2° weisen die Beckenwände eine ausreichende mechanische Widerstandsfähigkeit und chemische Trägheit entgegen den oben erwähnten Flüssigkeiten auf;

3° entspricht die Kapazität des Beckens mindestens derjenigen der Geräte, die dort installiert sind;

4° sind die Füllöffnungen, Pumpen, Ventile,... – wenn irgend möglich – in oder über einem abgedichteten Becken oder einer Vorrichtung zum Auffangen der Flüssigkeiten installiert;

5° sind die Maschinen mit einem doppelten Wasserabscheider ausgerüstet.

KAPITEL III – *Betrieb*

Abschnitt 1 – Allgemeine Bestimmungen

Art. 9 - Eine Trockenreinigungsmaschine darf der Öffentlichkeit nicht unmittelbar zur Verfügung stehen.

Art. 10 - Allein die Benutzung der sogenannten Maschinen in geschlossenem Kreislauf ist zugelassen.

Art. 11 - Die ortsfesten Leitungen sind mit gut leserlichen Aufschriften versehen, die sich auf die Flüssigkeit beziehen, für die sie bestimmt sind.

Art. 12 - Die Destillationsvorgänge zur Rückgewinnung der Lösungsmittel werden derart durchgeführt, dass jegliche Dampfentwicklung in freier Luft vermieden wird.

Art. 13 - Die Räume, sowie die Reinigungs- und Entfettungsgeräte werden in einem tadellosen Unterhaltungs- und Sauberkeitszustand gehalten.

Art. 14 - Eine Notiz mit den für die Verwendung der Lösungsmittel notwendigen Anweisungen, sowie den üblichen Vorsichtsmaßnahmen wird in der Nähe der Geräte ausgehängt.

Art. 15 - Der mit der Überwachung beauftragte Beamte wird unverzüglich von den Unfällen oder Zwischenfällen, die die Sicherheit oder öffentliche Gesundheit, sowie die Sicherheit der benachbarten Grundstücke gefährdet haben oder gefährden könnten, in Kenntnis gesetzt.

Abschnitt 2 – Lagerung der Lösungsmittel

Art. 16 - § 1. Wenn die Lösungsmittel der Trockenreinigungsanlage einen Vorratsbehälter versorgen, ist das System, durch das das Lösungsmittel zu diesem Vorratsbehälter geführt wird, völlig abgedichtet.

§ 2. Der Behälter ist gegen die Lösungsmittel undurchlässig und korrosionsbeständig. Er ist in einem Retentionsbecken oder einem für Lösungsmittel undurchlässigen Becken installiert, dessen Volumen mindestens demjenigen des Behälters entspricht. Das Retentionsbecken deckt ebenfalls den Auffüllbereich des Behälters.

§ 3. Alle Vorsichtsmaßnahmen werden getroffen, damit zum Zeitpunkt des Auffüllens des Beckens keine Flüssigkeit überlaufen kann. Das Auffüllen erfolgt mittels einer mit einem abgedichteten Ventil versehenen Rohrleitung. Der Behälter wird unverzüglich nach dem Auffüllen verschlossen.

§ 4. Wenn sich der Behälter in einem von der Trockenreinigungsanlage getrennten Raum befindet, ist dieser von unten her belüftet.

Art. 17 - Wenn die Trockenreinigungsanlage ein Lager mit Lösungsmitteln in Kanistern enthält, so sind diese in einem für Lösungsmittel undurchlässigen Retentionsbecken, dessen Volumen mindestens demjenigen der gesamten gelagerten Lösungsmittel entspricht, oder in einer Sicherheitskammer untergebracht.

Die Lösungsmittel sind in einem getrennten, von unten her völlig belüfteten Raum in geschlossenen und undurchlässigen Behältern aufbewahrt und gegen Stöße und Hitze geschützt.

KAPITEL IV – *Unfall- und Brandverhütung*

Art. 18 - Vor der Durchführung des Projekts und vor jeder Änderung der Räumlichkeiten und der Verhältnisse erkundigt sich der Betreiber über den Bürgermeister beim örtlich zuständigen Feuerwehrdienst über die zu treffenden Maßnahmen und die einzusetzenden Ausrüstungen in Sachen Brand- und Explosionsverhütung und -bekämpfung im Rahmen des Schutzes der Öffentlichkeit und der Umwelt.

Diese Maßnahmen und Ausrüstungen decken insbesondere folgende Bereiche:

1° den Bau, die Einteilung und Anordnung der Räume und Gebäude, einschließlich der Heizungsräume, Heizungsanlagen, Belüftung und Klimatisierung;

2° die Mittel zur Evakuierung der in dem Betrieb anwesenden Personen und die Maßnahmen, die zur Gewährleistung der Sicherheit der Personen im Falle eines Brandes zu treffen sind, einschließlich der Mittel und der Organisation für die Evakuierung der Personen mit beschränkter Mobilität;

3° den Zugang der Notdienste zu den verschiedenen Bereichen, Gebäuden und Räumen des Betriebs;

4° den Standort der Teile des Betriebs, die eine große Brand- oder Explosionsgefahr darstellen, insbesondere die Lagerplätze der brennbaren Stoffe und Lösungsmittel;

5° die Bestimmung, die Auswahl, den Standort und die Erhaltung in gutem Zustand der Mittel zur Verhütung, Entdeckung, Alarmauslösung und Bekämpfung der Brände und Explosionen;

6° die Ausbildung des Personals in der Brandbekämpfung;

7° die Bestimmung des Verhaltens, das im Falle eines Brandes anzunehmen ist, insbesondere was die Besucher und die anwesende Öffentlichkeit betrifft.

Art. 19 - Der Betreiber trifft alle von den Umständen abhängenden unerlässlichen Vorsichtsmaßnahmen, um:

- 1° den Bränden und Explosionen vorzubeugen;
- 2° jeglichen Feuerausbruch, der für die Öffentlichkeit oder die Umwelt eine Gefahr darstellt, schnell und wirksam zu bekämpfen;
- 3° im Falle eines Brands:
 - a) Alarm zu geben;
 - b) die Sicherheit der im Betrieb anwesenden Öffentlichkeit zu gewährleisten und, falls nötig, für deren rasche und gefahrlose Evakuierung zu sorgen, einschließlich der Evakuierung der Personen mit beschränkter Mobilität;
 - c) unverzüglich den kommunalen oder regionalen Feuerwehrdienst und den mit der Überwachung beauftragten technischen Beamten zu verständigen.

Art. 20 - Das in Artikel 18 erwähnte Material ist betriebsbereit, sinnvoll aufgestellt, deutlich angezeigt und leicht zugänglich. Es ist wirksam gegen Frost geschützt.

Art. 21 - Das Verbot für ein offenes Feuer und das Rauchverbot sind mittels der vorschriftsmäßigen Bildzeichen an allen Orten angezeigt, in denen Brandgefahr herrscht.

Art. 22 - Der Betreiber sorgt für eine ständige Qualität der Mittel zum Brandlöschen, indem er sie vor deren Verfalldatum erneuert.

Art. 23 - An allen Orten, an denen Lösungsmitteldämpfe auftreten können, insbesondere in der Nähe der Geräte, ist es wegen der Gefahr der Zersetzbarkeit der Lösungsmittel verboten:

- 1° zu rauchen;
- 2° eine Feuerung oder eine beheizte Fläche derart zu benutzen, dass die Temperatur die Zersetzbarkeitsschwelle der Dämpfe überschreitet;
- 3° Arbeiten zu verrichten, bei denen diese Schwelle überschritten wird (wie beispielsweise Schweißen,...).

Art. 24 - Die mit einer Heizung ausgerüsteten Geräte sind mit Vorrichtungen versehen, durch die jegliche Überhitzung verhindert wird, die die Zersetzung der Lösungsmittel oder das Überlaufen des enthaltenen Produkts zur Folge haben könnte.

KAPITEL V - Wasser

Abschnitt 1 - Allgemeines

Art. 25 - Die Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 zur Allgemeinen Regelung über die Ableitung des Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser, öffentliche Kanalisationen und künstliche Abflusswege für Regenwasser sind nicht auf das vorliegende Kapitel anwendbar.

Abschnitt 2 - Bedingungen für die Ableitung des industriellen Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser und künstliche Abflusswege für Regenwasser

Art. 26 - Die Bedingungen für Ableitung des industriellen Abwassers sind folgende:

Schadstoffgehalt Physikalische Größe	Regel	Anmerkungen
pH	< 9 und > 6,5	
BSB5 bei 20 °C (3)	< 50 mg/l (2) < 30 mg/l (1) und darunter	
SS (Schwebstoffe)	< 60 mg/l (3)	
TS (ablagerungsfähige Stoffe)	< 0,5 mg/l (3)	im Laufe einer statischen Ablagerung von 2 Stunden
in CCl ₄ extrahierbare unpolare Kohlenwasserstoffe	< 5 mg/l (3)	das CCl ₄ kann durch ein anderes, mit dem IR(Infrarot)-Analyseverfahren kompatiblen perhalogenierten Lösungsmittel ersetzt werden
Organochlorlösungs-mittel	< 0,1 mg/l	
Totale Detergenzien	< 3 mg/l	
Temperatur		30° C
Für abgeleitete Tagesvolumen von mehr als 18 m ³ /Tag		
Für abgeleitete Tagesvolumen von weniger als 18 m ³ /Tag		
Wenn das abgeleitete Wasser aus der Benutzung von gewöhnlichem Oberflächenwasser und/oder von Grundwasser stammt, sind die Gehalte zu den Gehalten des entnommenen Wassers hinzuzufügen		

Außerdem:

1° das abzuleitende Wasser, das pathogene Organismen in solchen Verhältnissen enthält, dass es das aufnehmende Wasser auf gefährliche Weise verseuchen könnte, muss desinfiziert werden;

2° das abgeleitete Wasser der Betriebe darf die in der Richtlinie 76/464/EWG des Rates vom 4. Mai 1976 betreffend die Verschmutzung infolge der Ableitung bestimmter gefährlicher Stoffe in die Gewässer der Gemeinschaft erwähnten Stoffe, sowie jeglichen anderen Stoff in einer Konzentration, die sich direkt oder indirekt schädlich auf die menschliche Gesundheit, die Flora oder die Fauna auswirken kann, nicht enthalten, es sei denn, dies wird durch eine Sonder- oder Zusatzbedingung zugelassen. Die Betreiber sind gegebenenfalls verpflichtet, während ihres Antrags auf eine Umweltgenehmigung diesbezüglich zusätzliche Angaben zu liefern.

Abschnitt 3 – Bedingungen für die Ableitung in die öffentlichen Kanalisationen und Abwassersammelleitungen

Art. 27 - Die Bedingungen für die Ableitung des industriellen Abwassers sind Folgende:

Schadstoffgehalt	Regel	Anmerkungen
pH	< 9,5 und > 6	
SS (Schwebstoffe)	< 1000 mg/l	
Größe SS	< 1 cm	Von ihrer Struktur her dürfen diese SS dem Betrieb des Überpumpwerks und der Klärstation nicht schaden
Organochlorlösungs-mittel	< 0,1 mg/l	
mit Petrolether extrahierbare Stoffe	< 500 mg/l	

Außerdem:

1° darf das abgeleitete Wasser keine endzündbaren oder explosionsfähigen Gase oder Stoffe enthalten, die die Entwicklung solcher Gase bewirken können;

2° darf das abgeleitete Wasser keine Stoffe enthalten, die:

- a) eine Gefahr für das Wartungspersonal der Kanalisationen und der Kläranlagen darstellen;
- b) eine Beschädigung oder Verstopfung der Kanalisationen verursachen;
- c) eine Behinderung der Betriebsfähigkeit der Förder- und Kläranlagen verursachen;
- d) eine ernsthafte Verschmutzung des aufnehmenden Oberflächenwassers, in das das Abwasser nach der Klärung oder nach einer angemessenen Behandlung abgeleitet wird, verursachen.

Art. 28 - Die Ableitung des verbrauchten Kühlwassers der in den Rubriken 93.01.02.02 und 93.01.02.03 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnten Betriebe ist verboten, es sei denn, die zuständige Behörde gibt ihr Einverständnis und eine Vereinbarung zwischen dem Betreiber und der örtlich zuständigen Behörde, die die Sammlung und Behandlung des städtischen Abwassers verwaltet, wird verabschiedet.

Art. 29 - Die Bedingungen für die Ableitung des häuslichen Abwassers sind Folgende:

1° das abgeleitete Abwasser darf weder Textilfasern, Verpackungen aus Kunststoff, noch feste Haushaltsabfälle, ob diese organisch sind oder nicht, enthalten;

2° das abgeleitete Abwasser darf folgende Stoffe nicht enthalten:

- a) Mineralöle, endzündbare Stoffe und flüchtige Lösungsmittel;
- b) andere mit Petrolether extrahierbare Stoffe mit einem Gehalt von mehr als 0,5 g/l;
- c) andere Stoffe, durch die das Kanalisationswasser giftig oder gefährlich werden kann.

Art. 30 - Die Ableitung von Lösungsmittel enthaltendem Abwasser, einschließlich des Kontaktwassers, in die Kanalisationen, Sickergruben, Oberflächengewässer oder künstlichen Ableitwege des Regenwassers ist verboten.

Art. 31 - Der Raum, in dem sich die Maschinen befinden, kann mit einer Kanalisation oder einem Ablauf ausgerüstet sein, unter der Bedingung, dass diese mit einem undurchlässigen Deckel versehen sind.

Art. 32 - Jegliches Wasser, das durch die Lösungsmittel kontaminiert werden kann, insbesondere das Wasser aus den Abscheidern, wird aufgesammelt und durch einen zugelassenen Sammler beseitigt. Wenn anderes, durch Lösungsmittel leicht kontaminiertes Wasser (Reinigungswasser der Räume) in dem Unternehmen vorhanden ist, kann dieses abgeleitet werden, insofern der Gehalt des chlorierten Lösungsmittels 0,1 mg/l pro Stoff nicht überschreitet.

Abschnitt 4 – Lagerung der Lösungsmittel

Art. 33 - Jede direkte Verbindung der in den Artikeln 8, 16, 17 und 44 erwähnten Becken mit den öffentlichen Kanalisationen, einem Wasserlauf oder jeglicher Vorrichtung zur Sammlung des Oberflächenwassers ist verboten.

Abschnitt 5 – Referenzvolumen

Art. 34 - Die Ableitungsbedingungen bezüglich der Ableitungen des häuslichen Abwassers werden je nach dem spezifischen Referenzvolumen von 0,18 m³ pro EGW (Einwohnergleichwert) festgelegt.

KAPITEL VI – Luft**Abschnitt 1** – Allgemeine Bestimmungen

Art. 35 - Die Maschinen, mit denen Lösungsmittel benutzt werden, sind hermetisch geschlossen.

Art. 36 - Die der Öffentlichkeit zugänglichen Räume sind ordentlich belüftet, damit die Konzentration an schädlichen Stoffen im Raum keine Gefahr für die Gesundheit darstellt.

Art. 37 - Es ist verboten, die Ladetür einer Maschine vor Abschluss des Trocknungs-Desodorisierungszyklus zu öffnen, außer in einem durch das unmittelbare Bestehen eines Unfalls oder das Auftreten einer Panne begründeten dringenden Notfall.

Die Ladetür, sowie die anderen Zugangsöffnungen zum Luftumlauf der Maschinen sind mit einem geschützten Selbstverriegelungssystem ausgerüstet, durch das ausgenommen im Notfall jegliche manuelle Öffnung vor Abschluss des Trocknungs-Desodorisierungszyklus verhindert wird.

Art. 38 - Die Trommel der Maschine ist mit einem Ansaugsystem ausgerüstet, das sich beim Öffnen der Tür einschaltet. Die außerhalb der Maschine abgeleitete Luft muss vorher durch ein System geleitet werden, das die Spuren von Lösungsmitteln beseitigt.

Abschnitt 2 - Normen

Art. 39 - Die Summe der Massenkonzentrationen der benutzten Lösungsmittel in der Luft der Trommel der Maschine darf nach Abschluss des Trocknungs-Desodorisierungszyklus 2 g/Nm^3 nicht überschreiten, das heißt 300 ppm für Perchloroethylen.

Art. 40 - Die Konzentration an chlorierten Lösungsmitteln im Geschäftsraum überschreitet nie 50 ppm.

*KAPITEL VII - Abfallbewirtschaftung**Abschnitt 1 - Allgemeine Bestimmungen*

Art. 41 - Das Wasser, das durch die Lösungsmittel kontaminiert werden kann, insbesondere das Wasser aus den Abscheidern, wird in geschlossenen Behältern aufgesammelt und durch einen zugelassenen Sammler beseitigt.

Art. 42 - Die Vernichtung durch Verbrennung von Wischlappen, Ölen, Verpackungen oder irgendwelchen Stoffen ist in der Anlage verboten.

Art. 43 - Die brennbaren Abfälle und Reinigungswischlappen sind sicher gelagert und werden regelmäßig aus dem Betrieb beseitigt. Wenn nötig und zwecks der Vermeidung jeglicher, auf eventuelle Ausdünstungen zurückzuführenden Belästigung sind die Abfälle in hermetisch geschlossenen Behältern aufbewahrt.

Die giftigen oder gefährlichen Abfälle, wie beispielsweise Filtrier-, Destillationsrückstände, usw., die aus dem Betrieb beseitigt werden sollen, sind auf einer ihnen vorbehaltenen Fläche gelagert, die dieselben Eigenschaften vorweist wie das Lager für die Lösungsmittel.

Insbesondere die flüssigen Abfälle sind in einem undurchlässigen Becken ohne jegliche Öffnung gelagert.

Art. 44 - Die halogenierten Lösungsmittel, die Mischungen von halogenierten Lösungsmitteln oder von Lösungsmitteln und organischen Flüssigkeiten, die frei von halogenierten Lösungsmitteln sind, die Lösungsmittel enthaltenden Schlämme oder festen Abfälle, die verbrauchten Filterpatronen oder -pulver sind in hermetisch verschlossenen Fässern mit einem Fassungsvermögen von höchstens 200 Litern gelagert.

Die Fässer sind in einem gegen Lösungsmittel undurchlässigen Retentionsbecken untergebracht, dessen Fassungsvermögen mindestens dem Gesamtvolumen der gelagerten Abfälle entspricht.

Sie sind in einem getrennten und völlig belüfteten Raum aufbewahrt und gegen Stöße und Hitze geschützt.

Abschnitt 2 - Unfallbedingte Ausflüsse

Art. 45 - Im Falle eines unfallbedingten Ausflusses auf undurchlässigem Boden dürfen die ausgelaufenen Flüssigkeiten keinesfalls in die öffentlichen Kanalisationen, einen Wasserlauf oder jegliche Vorrichtung zur Sammlung des Oberflächenwassers abgeleitet werden.

Art. 46 - Im Falle eines unfallbedingten Ausflusses auf undurchlässigem Boden benachrichtigt der Betreiber unverzüglich den Bürgermeister und den mit der Überwachung beauftragten Beamten; er trifft die nötigen Maßnahmen, um unverzüglich die Beseitigung des Ausflusses und die Dekontaminierung der auf diese Art verschmutzten Erde vornehmen zu lassen.

Wenn diese Erde nicht unverzüglich beseitigt werden kann, lagert der Betreiber sie derart, dass jeglicher Ausfluss und jegliche Verdunstung der Schadstoffe vermieden wird. Das Lager liegt wettergeschützt.

*KAPITEL VIII - Kontrolle und Selbstüberwachung**Abschnitt 1 - Unfall- und Brandverhütung*

Art. 47 - Um den Vorschriften des Artikels 24 zu genügen, ist insbesondere das Destillationsgerät mit mindestens einem Temperaturdetektor und einem Pegeldetektor ausgerüstet und mit einer angemessenen Sicherheitsvorrichtung versehen, durch die der Destillationsvorgang im Falle eines Durchdrehens gestoppt werden kann.

Art. 48 - Der Betreiber hält dem mit der Überwachung beauftragten Beamten die Abschrift des Berichts des örtlich zuständigen Feuerwehrdienstes zur Verfügung und richtet sich nach den darin angegebenen Vorschriften.

Abschnitt 2 - Luft

Art. 49 - Der Verbrauch von Lösungsmitteln wird regelmäßig berechnet und in dem in Artikel 53 erwähnten Register eingetragen.

Der Verbrauch von Lösungsmitteln entspricht der in dem Betriebsraum zur Trockenreinigung pro Kalenderjahr benutzten Menge organischer Lösungsmittel abzüglich der VOC, die im Hinblick auf deren Wiederverwendung zurückgewonnen werden.

Art. 50 - Jegliche Trockenreinigungsanlage ist mit einem mobilen Gasspürgerät ausgerüstet, das dazu bestimmt ist, das Auslaufen von Lösungsmitteln aufzufinden.

Art. 51 - Die Messung in der Luft der Trommel der maximalen Massenkonzentration der benutzten Lösungsmittel erfolgt bei geschlossener Ladetür, bei laufender Trommel, bei arbeitender Belüftung, bei einer Temperatur des zu reinigenden Gegenstands von mehr als 35°C und bei einer Luftströmungsgeschwindigkeit zwischen 2 und $5 \text{ m}^3/\text{h}$.

Art. 52 - Die Daten und Ergebnisse der Kontrollen, sowie die Namen und Anschriften der zugelassenen Einrichtungen oder zuständigen Sachverständigen, die diese Kontrollen durchgeführt haben, die wichtigen, an der Trockenreinigungsanlage vorgenommenen Änderungen sind in einem Register eingetragen, das dem mit der Überwachung beauftragten Beamten ständig zur Verfügung gehalten wird.

Die Kontrollbescheinigungen und -protokolle, sowie die Protokolle der von dem örtlich zuständigen Feuerwehrdienst durchgeführten Besichtigungen werden diesem Register beigelegt.

Abschnitt 3 – Register der Lösungsmittel

Art. 53 - Der Betreiber führt zwei Register, in denen ständig Folgendes mit Datumsangabe angegeben wird:

1° die regelmäßige Errechnung des Lösungsmittelverbrauchs (Muster in der Anlage 1);

2° die Instandhaltung der Maschinen und die Ersetzung der defekten Teile (Muster in der Anlage 2);

Eine Abschrift der Rechnungen wird den Registern beigelegt.

Die Register werden dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung gehalten.

KAPITEL IX – Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 54 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

In Abweichung des vorhergehenden Absatzes sind die Artikel 3 bis 8 auf die bestehenden Betriebe spätestens am 1. Januar 2007 anwendbar.

In Abweichung des Absatzes 1 kann die zuständige Behörde den in der Rubrik 93.01.02.02 und 93.01.02.03 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten bestehenden Betrieb im Rahmen von Sonderbedingungen weniger strengen Bedingungen als den vorliegenden Bedingungen unterwerfen, insofern durch diese Bedingungen die Zielsetzung des Artikels 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erreicht werden kann.

In Abweichung des Absatzes 1 kann die zuständige Behörde den in der Rubrik 93.01.02.01 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten bestehenden Betrieb im Rahmen von Sonderbedingungen weniger strengen Bedingungen als den vorliegenden Bedingungen unterwerfen, insofern durch diese Bedingungen die Zielsetzung des Artikels 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erreicht werden kann.

Art. 55 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. April 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Anlage 1

REGISTER : BERECHNUNG DER GESAMTEN EMISSIONEN

Bezeichnung des Unternehmens:

Monat und Jahr:

Art des Lösungsmittels:

Monat	Menge der gereinigten Textilien (in kg)	Monat	Menge der gereinigten Textilien (in kg)
1		17	
2		18	
3		19	
4		20	
5		21	
6		22	
7		23	
8		24	
9		25	
10		26	
11		27	
12		28	
13		29	
14		30	
15		31	
16		INSGE- SAMT (P)	

Anfangsbestand der Lösungsmittel (Si) in kg:

Endbestand der Lösungsmittel (Sf) in kg:

Lösungsmittel in Abfällen (Sd) in g (23 g × P):

Lieferung von Lösungsmitteln (L) in kg:

Verbrauch : (St) = L + Si - Sf - Irrtum!

Emissionen insgesamt = St/P

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. April 2003 zur Festlegung der gesamten sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der Anlagen zur Trockenreinigung von Bekleidung, Wäsche und sonstigen Textilien als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 3. April 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Anlage 2

REGISTER: UNTERHALT DER MASCHINEN

Bezeichnung des Unternehmens: Monat und Jahr:

Datum	Maschine Typ/Nr.	Ursache des Eingriffs der Panne/des Unfalls/des Unterhalts	Art der Dienstleistung : Revision, Unterhalt, Ersatzteile	Anmerkung(en)	Firmenname	Unterschrift des Technikers

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. April 2003 zur Festlegung der gesamten sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der Anlagen zur Trockenreinigung von Bekleidung, Wäsche und sonstigen Textilien als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 3. April 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 1816

[C — 2003/27304]

3 APRIL 2003. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale en integrale voorwaarden betreffende de installaties voor de chemische reiniging van kledij, was en andere textiel

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, §§ 2 en 3, 7 en 8;

Gelet de beraadslaging van de Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen hoogstens één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 34.300/4, uitgebracht op 4 februari 2003, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en begripsomschrijving

Artikel 1. Deze voorwaarden zijn van toepassing op de werkplaatsen voor het chemisch reinigen van textielen aan de hand van oplosmiddelen zoals bedoeld in de rubrieken 93.01.02.01, 93.01.02.02, 9.01.02.03 en COV-11 van bijlage I bij het besluit van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieu effectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Art. 2. Voor de toepassing van deze voorwaarden wordt verstaan onder :

1° erkende instelling : instelling erkend voor de controle op stoom- en dampstoestellen of vaten met samengeperste, vloeibaar gemaakte of opgeloste gassen;

2° administratie : het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;

3° bevoegde deskundige : een persoon of een technische dienst, al dan niet aan de instelling gebonden, wiens bevoegdheid om de hem toevertrouwde opdracht te vervullen doorgaans erkend is;

4° installatie voor chemische reiniging : werkplaats voor het ontvetten en reinigen van textiel door middel van machines die oplosmiddelen gebruiken;

5° bestaande inrichting : elke inrichting die vóór de inwerkingtreding van dit besluit behoorlijk vergund is of voor de exploitatie waarvan een vergunning is afgeleverd na indiening van een aanvraag vóór de inwerkingtreding van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en na indiening van de vergunningsaanvragen tussen de inwerkingtreding van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en de inwerkingtreding van dit besluit;

6° machine voor chemische reiniging die in gesloten circuit werkt of machine : machine voor chemische reiniging die vast uitgerust is met alle nodige systemen voor de terugwinning van oplosmiddelen ten einde automatisch en zonder regeneratie elk contact te voorkomen tussen de sfeer van de werkplaats en de machine, met inbegrip van de leidingen, alsook elke afvallozing gedurende alle reinigingsfasen. Deze machines voldoen aan de internationale ISO-norm 8232 "Machines voor het chemisch reinigen die in gesloten circuit werken - Begripsomschrijving en controle van de eigenschappen van een machine";

7° veiligheidskast : kast in onbrandbaar materiaal voor de opslag van ontvlambare en brandbare vloeistoffen en ontworpen zodat de stabiliteit van de recipiënten gewaarborgd is.

De opvangbak van een veiligheidskast heeft minstens evenveel of meer capaciteit als het grootste recipiënt dat hij bevat en minstens één vierde van de capaciteit van alle recipiënten die hij bevat.

HOOFDSTUK II. — Vestiging en bouw**Afdeling 1. — Gebouw**

Art. 3. Als een installatie voor chemische reiniging zich naast woonkamers of lokalen bevindt waar voor menselijke consumptie bestemde voedingsmiddelen opgeslagen of verkocht worden, worden de kamers volledig afgesloten om de diffusie van oplosmiddelen door muren en plafonds naar de naburige kamers te voorkomen.

Afdeling 2. — Machines, leidingen en accessoires

Art. 4. De leidingen, pompen, afsluiters en andere accessoires worden ontworpen en vervaardigd naar gelang van de kenmerken van de vervoerde vloeistoffen; ze hebben onder andere voldoende mechanisch en chemisch weerstandsvermogen.

Art. 5. Als de buizen door de wand van een kuip geleid moeten - met name die waarvan sprake in de artikelen 8, 16, 17 en 44 -, wordt de doorboring uitgevoerd zodat de dichtheid van de kuip gewaarborgd blijft.

Art. 6. Er wordt een terugslagklep of afsluiter aangebracht op de watervoorziening van de apparaten om te voorkomen dat het netwerk per ongeluk besmet wordt in geval van intern lek van de afkoelingsuitrustingen.

Art. 7. De leidingen die oplosmiddelen zouden kunnen bevatten, zijn zichtbaar over hun hele traject om visueel onderzoek mogelijk te maken.

Indien die voorwaarde niet nageleefd kan worden - met uitzondering van het doorboren van de muren, wanden of tussenwanden, worden bijzondere maatregelen genomen om de dichtheid te waarborgen (leidingen met dubbele wand, installatie in een goot of elk gelijkwaardig systeem).

Art. 8. De nodige maatregelen worden getroffen om te voorkomen dat vloeistoffen die per ongeluk uit de apparaten lekken, in de grond terechtkomen. Daartoe :

1° worden de machines geplaatst in een inkuiping waaruit geen vloeistoffen kunnen lekken, of voorzien van een bak om die vloeistoffen op te vangen;

2° hebben de wanden van de inkuiping voldoende mechanisch weerstandsvermogen en chemische inertie t.o.v. van bedoelde vloeistoffen;

3° is de capaciteit van de inkuiping minstens gelijk aan die van de recipiënten die ze bevatten;

4° worden de vulopeningen, pompen, schuiven, voor zover mogelijk aangebracht boven een waterdichte inkuiping of een voorziening voor de opvang van de vloeistoffen;

5° zijn de machines voorzien van een dubbele waterafscheider.

HOOFDSTUK III. — *Exploitatie*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 9. Een machine voor chemische reiniging mag niet meteen ter beschikking van het publiek gesteld worden.

Art. 10. Alleen het gebruik van machines die in een gesloten circuit werken, is toegelaten.

Art. 11. De vaste leidingen zijn voorzien van duidelijk zichtbare aanwijzingen betreffende de vloeistof waarvoor ze bestemd zijn.

Art. 12. De distillatiehandelingen voor de terugwinning van oplosmiddelen worden zo uitgevoerd dat elke lozing in de atmosfeer voorkomen wordt.

Art. 13. De lokalen, alsmede de reinigings- en ontvettingsapparaten, worden perfect onderhouden en gereinigd.

Art. 14. Bij de apparaten wordt een handleiding met de nodige instructies voor het gebruik van oplosmiddelen alsmede de gebruikelijke voorzorgsmaatregelen aangeplakt.

Art. 15. De toezichthoudende ambtenaar wordt onmiddellijk ingelicht over de ongevallen of incidenten die de veiligheid of de openbare gezondheid alsmede de veiligheid van de naburige eigendommen in het gedrang hebben gebracht of zouden kunnen brengen.

Afdeling 2. — Opslag van oplosmiddelen

Art. 16. § 1. Als de oplosmiddelen van de installatie voor chemische reiniging in een reservetank worden opgeslagen, biedt het systeem dat het oplosmiddel naar de reservetank vervoert, alle dichtheidsgaranties.

§ 2. De kuip is lekvrij en corrosiebestendig. Ze wordt geplaatst in een opvangbak of in een lekvrije inkuiping waarvan de capaciteit minstens even groot is als die van de kuip.

De opvangbak beslaat ook de vulzone van de kuip.

§ 3. Alle voorzorgsmaatregelen worden genomen om te voorkomen dat de kuip overloopt bij het vullen ervan. Ze wordt gevuld door middel van een buisleiding voorzien van een hermetisch afgesloten kraan. De kuip wordt afgesloten zodra ze gevuld is.

§ 4. Als de kuip zich in een lokaal bevindt dat gescheiden is van de installatie voor chemische reiniging, wordt dat lokaal behoorlijk langs beneden verlucht.

Art. 17. Als de installatie voor chemische reiniging een opslagplaats voor oplosmiddelen in bussen bevat, worden de bussen geplaatst in een lekvrije opvangbak waarvan de capaciteit minstens gelijk is aan de totale capaciteit van de opgeslagen oplosmiddelen, of in een veiligheidskast. De oplosmiddelen worden opgeslagen in een apart lokaal dat behoorlijk langs beneden wordt verlucht, en beschermt tegen schokken en hitte in gesloten en dichte recipiënten.

HOOFDSTUK IV. — *Ongevallen- en brandpreventie*

Art. 18. Vóór de uitvoering van het project en bij elke wijziging van de plaats en/of de exploitatieomstandigheden die gevaar voor brand en brandverspreiding inhoudt, pleegt de uitbater via de burgemeester overleg met de territoriaal bevoegde brandweerdienst over de te treffen maatregelen inzake brand- en explosiepreventie en -bestrijding en over de uitrustingen waarin voorzien moet worden met het oog op de bescherming van de bevolking en het leefmilieu.

Die maatregelen en voorzieningen betreffen met name :

1° de bouw, compartimentering en inrichting van de lokalen en gebouwen, met inbegrip van de ketelhuizen, verwarmingsinstallaties, verluchting en airconditioning;

2° de middelen voor de ontruiming van de in de inrichting aanwezige personen en de organisatie om de veiligheid te waarborgen in geval van brand, met inbegrip van de middelen en de organisatie voor de ontruiming van personen met beperkte beweeglijkheid;

3° de toegang van de hulpdiensten tot de verschillende sectoren, gebouwen en lokalen van de inrichting;

4° de vestiging van de gedeelten van de inrichting waar aanzienlijk brand- of ontploffingsgevaar bestaat, met name de opslagplaatsen voor brandbare stoffen en oplosmiddelen;

5° de bepaling, de keuze, de plaatsing en het vlotte onderhoud van de preventiemiddelen, detectie, alarm en bestrijding van brand en ontploffingen;

6° de opleiding van het personeel inzake brandbestrijding;

7° de bepaling van de bij brand in acht te nemen instructies, met name voor de bezoekers en het aanwezige publiek.

Art. 19. De exploitant neemt al naar gelang de omstandigheden de nodige maatregelen om :

- 1° brand en ontploffingen te voorkomen;
- 2° zo spoedig en doeltreffend mogelijk brandhaarden te bestrijden die gevaar inhouden voor het publiek en het milieu;
- 3° in geval van brand :
 - a) alarm te slaan,
 - b) het in de inrichting aanwezige publiek in veiligheid te brengen en desnoods snel en zonder risico's te ontruimen, personen met beperkte beweeglijkheid inbegrepen;
 - c) onmiddellijk de gemeentelijke of regionale brandweer en de toezichhoudende ambtenaar te verwittigen.

Art. 20. Het materiaal bedoeld in artikel 18 is gebruiksklaar, verstandig geschikt, behoorlijk gesignaleerd en vlot bereikbaar. Het wordt doelmatig beschermd tegen vorst.

Art. 21. In elke inrichting met brandrisico wordt het stook- en rookverbod d.m.v. reglementaire pictogrammen aangegeven.

Art. 22. De exploitant zorgt ervoor dat de brandblusproducten vóór de vervaldatum vernieuwd worden.

Art. 23. Gelet op het gevaar voor ontbinding van de oplosmiddelen is het overal waar dampen ervan kan ontstaan, met name bij de apparaten, verboden :

- 1° te roken;
- 2° gebruik te maken van een haard of van een oppervlak dat zo verwarmd is dat de temperatuur ervan de drempel van de dampontbinding overschrijdt;
- 3° handelingen uit te voeren waarbij die drempel wordt overschreden (lassen bijv.).

Art. 24. De met verwarming uitgeruste apparaten zijn voorzien van een toestel dat elke oververhitting voorkomt die de ontbinding van de oplosmiddelen of het overlopen van het bevatte product als gevolg kan hebben.

HOOFDSTUK V. — Water

Afdeling 1. — Algemeen

Art. 25. De bepalingen van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater zijn niet van toepassing op dit hoofdstuk.

Afdeling 2. – Voorwaarden voor lozingen van industrieel afvalwater in gewoon oppervlaktewater en in kunstmatige afvoerwegen voor regenwater

Art. 26. De lozingen van industrieel afvalwater voldoen aan de volgende voorwaarden :

Gehalte aan verontreinigende stoffen Fysieke grootte	Regel	Opmerkingen
PH-waarde	< 9 et > 6,5	.
DBO5 bij 20 °C (3)	< 50 mg/l (2) < 30 mg/l (1) en lager	
MeS (zwevende stoffen)	< 60 mg/l (3)	
MS (bezinkbare stoffen)	< 0,5 ml/l (3)	Gedurende 2 uur statische bezinking
Met CCl ₄ extraheerbare niet-polaire koolwaterstoffen	< 5 mg/l (3)	CCl ₄ kan worden vervangen door een ander pergehalogeneerd oplosmiddel verenigbaar met de analyse-methode IR (InfraRood)
Gechloroerde organische oplosmiddelen	< 0,1 mg/l	
Totaal detergenten	< 3 mg/l	
Temperatuur	30 °C	
(1) Voor geloosde dagelijkse hoeveelheden boven 18 m ³ /d		
(2) Voor Voor geloosde dagelijkse hoeveelheden onder 18 m ³ /d		
(3) Als het geloosde water voortkomt uit het gebruik van gewoon oppervlaktewater en/of grondwater, worden de gehalten toegevoegd aan die van het opgenomen water		

Bovendien :

1° moet het te lozen water ontsmet worden als het zulke hoeveelheden pathogene organismen bevat dat het ontvangende water ernstig besmet dreigt te worden;

2° moet het geloosde water, behoudens bijzondere of bijkomende voorwaarde, vrij zijn van de stoffen bedoeld in richtlijn 76/464/EEG van de Raad van 4 mei 1976 betreffende de verontreiniging veroorzaakt door bepaalde gevaarlijke stoffen die in het aquatisch milieu van de Gemeenschap worden geloosd, alsmede van elke andere stof in concentratie die de volksgezondheid, flora of fauna al dan niet rechtstreeks zou kunnen schaden.

In voorkomend geval laat de exploitant zijn aanvraag om milieuvergunning vergezeld gaan van de nodige gegevens.

Afdeling 3. — Voorwaarden voor lozingen van afvalwater in openbare rioleringen en afvalwatercollectoren

Art. 27. De lozingen van industrieel afvalwater voldoen aan de volgende voorwaarden :

Gehalte aan verontreinigende stoffen Fysieke grootte	Regel	Opmerkingen
PH-waarde	< 9,5 et > 6	
MeS (zwevende stoffen)	< 1000 mg/l	
Afmeting MeS	< 1 cm	Deze « MeS » mogen de werking van de rioolgemalen en zuiveringsstations niet storen vanwege hun structuur
Gechloroerde organische oplosmiddelen	< 0,1 mg/l	
Met petroleumether extraheerbare stoffen	< 500 mg/l	

Bovendien :

1° mag het geloosde water geen opgelost ontvlambaar of ontplofbaar gas bevatten, noch producten die het vrijmaken van dergelijke gassen kunnen veroorzaken;

2° mag het geloosde water geen stoffen bevatten die :

a) gevaarlijk kunnen zijn voor het personeel dat instaat voor het onderhoud van de rioleringen en zuiveringsinstallaties;

b) de leidingen kunnen beschadigen of verstoppen;

c) de vlotte werking van de stuwings- en zuiveringsinstallaties kunnen belemmeren;

d) het ontvangende oppervlaktewater, waarin het afvalwater na zuivering of gepaste behandeling wordt geloosd, ernstig kunnen verontreinigen.

Art. 28. De lozing van het afkoelingsafvalwater van de inrichtingen bedoeld in de rubrieken 93.01.02.02 en 93.01.02.03 van bijlage I bij het besluit van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieu effectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten is verboden behalve toestemming van de bevoegde overheid en mits het sluiten van een overeenkomst tussen de exploitant en de territoriaal bevoegde overheid die zorgt voor de ophaling en de behandeling van het stedelijke afvalwater.

Art. 29. De lozingen van huishoudelijk water voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° het geloosde water is vrij van textiele vezels, kunststofverpakkingen, al dan niet organische vaste huisafval;

2° het geloosde water is vrij van de volgende stoffen :

minerale oliën, ontvlambare producten, vluchtige oplosmiddelen;

andere met petroleumether extraheerbare stoffen waarvan het gehalte hoger is dan 0,5 g/l;

andere stoffen waardoor rioolwater giftig of gevaarlijk kan worden.

Art. 30. Afvalwater dat oplosmiddelen bevat, met inbegrip van contactwater, mag niet geloosd worden in rioleringen, verliesputten, oppervlaktewater of kunstmatige afvoerwegen voor regenwater.

Art. 31. De machinekamer kan uitgerust worden met een riolering of een straatkolk op voorwaarde dat die voorzien is van een waterdichte deksel.

Art. 32. Alle wateren die vatbaar zijn voor besmetting door oplosmiddelen, meer bepaald water uit afscheiders, worden opgevangen en afgevoerd naar een erkende ophaler. Andere soorten water in het bedrijf die licht besmet zijn met oplosmiddelen (water voor de reiniging van lokalen), mogen geloosd worden voor zover het gehalte aan gechloroerd oplosmiddel niet hoger is dan 0,1 mg/l per stof.

Afdeling 4. — Opslag van oplosmiddelen

Art. 33. De inkuipingen – waarvan sprake in de artikelen 8, 16, 17 en 44 – mogen niet rechtstreeks aangesloten worden op een openbare riolering, een waterloop of een willekeurige voorziening voor de opvang van oppervlaktewater.

Afdeling 5. — Referentievolume

Art. 34. De voorwaarden voor de lozing van huishoudelijk afvalwater worden bepaald op grond van het specifieke referentievolume van 0,18 m³ per IE (inwonerequivalent).

HOOFDSTUK VI. — Lucht

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 35. De machines die oplosmiddelen gebruiken, worden hermetisch afgesloten.

Art. 36. De voor het publiek toegankelijke lokalen worden voldoende verlucht zodat de concentratie van schadelijke bestanddelen geen gevaar voor de gezondheid inhoudt.

Art. 37. De laaddeur van een machine mag niet geopend worden vóór het einde van het droog-/ontgeuringsproces, behalve in uiterst dringende gevallen, zoals een dreigend ongeval of een storing.

De laaddeur en de andere openingen van de toegang tot het luchtcircuit van de machines zijn voorzien van een beveiligd automatisch afgrendelsysteem dat elke manuele opening vóór het einde van het droog-/ontgeuringsproces onmogelijk maakt, behalve in uiterst dringende gevallen.

Art. 38. De trommel van de machine is uitgerust met een afzuigsysteem dat ingeschakeld wordt bij de opening van de deur.

De lucht die uit de machine komt, wordt eerst gefilterd om de sporen van solventen te verwijderen.

Afdeling 2. — Normen

Art. 39. De som van de massaconcentraties van de gebruikte oplosmiddelen mag niet hoger zijn van 2 g/Nm³ aan het einde van het droog-/ontgeuringsproces in de lucht van de trommel van de machine, met name 300 ppm voor perchloorethyleen.

Art. 40. De concentratie van gechloroerde oplosmiddelen in het magazijn is nooit hoger dan 50 ppm.

HOOFDSTUK VII. — Afvalbeheer

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 41. Het water dat vatbaar is voor besmetting door oplosmiddelen, meer bepaald het water uit de afscheiders, wordt in gesloten kuipen opgevangen en door een erkende ophaler verwijderd.

Art. 42. Doeken, oliën, verpakkingen of willekeurige stoffen mogen niet verbrand worden in de installatie.

Art. 43. Brandbare afvalstoffen en poetslappen worden veilig opgeslagen en regelmatig afgevoerd. Om elke hinder i.v.m. eventuele uitwasemingen te voorkomen, worden de afvalstoffen in hermetische recipiënten opgeslagen. Giftige of gevaarlijke afvalstoffen zoals afval van filtratie, distillatie, enz., die uit het bedrijf verwijderd moeten worden, worden opgeslagen op een daartoe bestemde plaats die de kenmerken van de opslagplaats heeft.

Vloeibare afvalstoffen worden opgeslagen in een waterdichte inkuiping zonder opening.

Art. 44. Gehalogeneerde oplosmiddelen, mengsels van gehalogeneerde oplosmiddelen of van oplosmiddelen of organische vloeistoffen zonder gehalogeneerde oplosmiddelen, slib of vaste afvalstoffen die oplosmiddelen bevatten, gebruikte filterpatronen en -poeders worden opgeslagen in hermetisch afgesloten vaten met een maximale capaciteit van 200 liter.

De vaten worden in een lekvrije opvangbak geplaatst waarvan de capaciteit minstens gelijk is aan het totale volume opgeslagen afval.

De vaten worden beschermt tegen schokken en warmte en opgeslagen in een apart lokaal dat voldoende verlucht wordt.

Afdeling 2. — Accidentele lekkages

Art. 45. Als vloeistoffen per ongeluk op een waterdichte bodem lekken, mogen ze in geen geval geloosd worden in een openbare riolering, een waterloop of een willekeurige voorziening voor de opvang van oppervlaktewater.

Art. 46. Als vloeistoffen op een niet-waterdichte bodem terechtkomen, verwittigt de exploitant onmiddellijk de burgemeester en de toezichthoudende ambtenaar; hij treft maatregelen om de verontreinigde grond meteen te verwijderen en te ontsmetten.

Als de grond niet onmiddellijk kan worden afgevoerd, wordt hij door de exploitant opgeslagen zodat de verontreinigende stoffen niet kunnen lekken of verdampen. De opslag wordt tegen slecht weer beschermt.

HOOFDSTUK VIII. — Controle en zelftoezicht

Afdeling 1. — Ongevallen- en brandpreventie

Art. 47. Om aan de bepalingen van artikel 24 te voldoen, wordt vooral het distillatieapparaat uitgerust met minstens een temperatuur- en een niveaudetector, alsook met een gepaste veiligheidsvoorziening om de distillatie te stoppen bij het doorslaan ervan.

Art. 48. De exploitant legt het afschrift van het verslag van de territoriaal bevoegde brandweerdienst ter inzage van de toezichthoudende ambtenaar en richt zich naar de voorschriften die erin vermeld worden.

Afdeling 2. — Lucht

Art. 49. Het verbruik van oplosmiddelen wordt regelmatig berekend en opgenomen in het register bedoeld in artikel 53.

Het verbruik van oplosmiddelen is de hoeveelheid organische oplosmiddelen die per kalenderjaar in de werkplaats wordt gebruikt, min de VOC's die teruggewonnen worden om opnieuw gebruikt te worden.

Art. 50. Elke installatie voor chemische reiniging wordt uitgerust met een draagbare gasdetector om lekkages van oplosmiddelen op te sporen.

Art. 51. De lucht van de trommel van de maximale massaconcentratie van de gebruikte oplosmiddelen wordt gemeten onder de volgende omstandigheden: laaddeur gesloten, trommel in beweging, ventilatie in werking, temperatuur van het te reinigen voorwerp boven 35 °C en luchtstroomsnelheid tussen 2 en 5 m³/u.

Art. 52. De data en resultaten van de controles alsmede de naam en het adres van de erkende inrichtingen of van de bevoegde deskundigen die de controles hebben uitgevoerd, de noemenswaardige wijzigingen in de installatie voor chemische reiniging staan vermeld in een register dat steeds ter inzage ligt van de toezichthoudende ambtenaar.

De certificaten en processen-verbaal van de controles en de processen-verbaal van de door de territoriaal bevoegde brandweerdienst uitgevoerde bezoeken worden bij het register gevoegd.

Afdeling 3. — Registers van de oplosmiddelen

Art. 53. De exploitant houdt twee registers bij waarin de volgende gegevens steeds gedateerd voorkomen :

1° de regelmatige berekening van het verbruik van oplosmiddelen (model in bijlage 1);

2° het onderhoud van de machines en de vervanging van gebrekkige stukken (model in bijlage 2).

Een afschrift van de facturen wordt bij de registers gevoegd.

De registers liggen ter inzage van de toezichthoudende ambtenaar.

HOOFDSTUK IX. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 54. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

In afwijking van het vorige lid zijn de artikelen 3 tot 8 uiterlijk 1 januari 2007 van toepassing op de bestaande inrichtingen.

In afwijking van het eerste lid kan de bevoegde overheid de bestaande inrichting bedoeld in de rubrieken 93.01.02.02 en 93.01.02.03 van bijlage I bij het besluit van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten minder strenge voorwaarden dan deze voorwaarden opleggen in het kader van bijzondere voorwaarden voor zover de doelstelling waarvan sprake in artikel 2 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning gehaald kan worden.

In afwijking van het eerste lid kan de bevoegde overheid de bestaande inrichting bedoeld in rubriek 93.01.02.01 van bijlage I bij het besluit van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieu-effectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten minder strenge voorwaarden dan deze voorwaarden opleggen in het kader van bijkomende voorwaarden voor zover de doelstelling waarvan sprake in artikel 2 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning gehaald kan worden.

Art. 55. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 april 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

Bijlage 1

REGISTER : BEREKENING TOTAAL EMISSIES

Naam van de onderneming :

Maand en jaar :

Type oplosmiddel :

Maand	Hoeveelheid gereinigde textiel (in kg)	Maand	Hoeveelheid gereinigde textiel (in kg)
1		17	
2		18	
3		19	
4		20	
5		21	
6		22	
7		23	
8		24	
9		25	
10		26	
11		27	
12		28	
13		29	
14		30	
15		31	
16		Total (P)	

Beginvoorraad oplosmiddelen (Si) in kg :

Eindvoorraad oplosmiddelen (Sf) in kg :

Oplosmiddelen in de afvalstoffen (Sd) in g (23 g × P) :

Levering van oplosmiddelen (L) in kg :

Verbruik : (St) = L + Si - Sf - Fout

Totaal emissies = St/P

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2003 tot bepaling van de sectorale en integrale voorwaarden betreffende de installaties voor het chemisch reinigen van kledij, was en andere textiel.
Namen, 3 april 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

Bijlage 2

REGISTER : ONDERHOUD VAN DE MACHINES

Naam van de onderneming : Maand en jaar :

Datum	Machine Type / Nr.	Reden interventie defect/ongeval onderhoud	Soort prestaties : nazicht, onderhoud, stukken	Opmerking(en)	Naam van de firma	Handtekening van de technicus

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2003 tot bepaling van de sectorale en integrale voorwaarden betreffende de installaties voor het chemisch reinigen van kledij, was en andere textiel.
Namen, 3 april 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET